

**ESSAI SUR L'ECONOMIE SELON LA**  
**THÉORIE DES SYSTÈMES**

**JEAN-FRANÇOIS GRESET**

*Première partie*

*Economie en système fermé, sans l'Etat*

J F G

## I. Une ambition : reconstituer le puzzle de l'Economie

Au premier abord, l'analogie du puzzle et de l'Economie peut paraître incongrue, si ce n'est insolite. Cependant, si l'on y regarde de plus près, cette association n'est pas dépourvue de sens tant cette discipline est vue et comprise sous un aspect éclaté, alors qu'il convient de l'appréhender sous une forme globale. Le souci de parvenir à reconstituer une image cohérente de l'Economie explique le caractère de la présentation donnée à notre livre que nous souhaitons accessible à tous ceux qui, de près ou de loin, sont concernés ou interpellés par ce domaine à la fois si proche par le vécu que nous en avons et si éloigné de la compréhension du grand public.

L'emprise de l'Economie sur notre quotidien est souvent ressentie comme étant une contrainte désagréable, surtout lors de phases conjoncturelles critiques, telles que nous vivons aujourd'hui. A ce sentiment vient s'ajouter un autre inconfort, dans le sens que l'Economie n'obéit pas à des règles prédéterminées qui permettraient par exemple de faire des prévisions fiables à son sujet. Celle-ci est, de par sa nature, difficilement prédictible, situation peu appréciée du public, incertitudes avec lesquelles il faut pourtant s'accommoder, même à son corps défendant.

A cause de cette ambiguïté, et plus particulièrement en période de récession, on observe parmi la population des attitudes tantôt résignées, tantôt hostiles à l'égard de l'Economie prise alors comme cause des écueils à affronter, plutôt qu'en tant qu'instrument mal utilisé par ceux qui en tiennent les leviers de commande. Les motifs de ce comportement s'expliquent sommairement à cause :

- ◆ D'une compréhension imparfaite des mécanismes économiques et surtout de leurs nombreuses interactions dans un contexte de fortes interdépendances, cela face à une représentation trop abstraite de cette discipline, détachée de son milieu social ;
- ◆ D'une méconnaissance de l'approche systémique qui devrait être adoptée, laquelle éviterait de tomber trop souvent dans le piège d'un raisonnement limité au premier degré, d'où la pratique d'une pensée unique qui mène à une logique étriquée à une seule dimension. A titre d'exemple, il n'est pas admissible d'entendre des voix préconiser la réduction sévère, si ce n'est l'abolition des indemnités de chômage, selon l'idée insolite que ce filet de sécurité constitue un oreiller de paresse, donc une incitation négative au travail. Un tel raisonnement sans discernement conduit à renverser les liens de causalités où l'assurance chômage serait la cause, alors qu'elle n'est que la conséquence des difficultés en question ;
- ◆ De discours inadaptés lorsqu'ils abordent des problèmes à caractère économique et dont la teneur à relents politiques ne contribue pas à donner aux citoyens un reflet limpide des règles qui régissent les mécanismes de l'Economie. En outre, combien de fois avons-nous entendu des promesses imprudentes proférées par des candidats à des fonctions publiques, qui n'ont pas pu être respectées parce que s'inscrivant à l'encontre des réalités plus têtues que des paroles.
- ◆ De décisions émanant des autorités, et dont l'adéquation aux circonstances objectives du moment n'est pas assurée, d'où un doute insidieux mettant en cause le sens des rapports des sujets avec l'Economie, considérée alors, et à juste titre, comme étant trop dominante.

## II. De la théorie à la réalité

La difficulté à comprendre l'Economie est aussi due au fossé important observable entre la théorie et les faits, ces deux courants ayant quelques peines à se recouper. Ci-après, citons quelques exemples que nous estimons significatifs.

- ◆ Les nombreuses doctrines qui s'affrontent, chacune défendant ses idées tout en condamnant les autres, embrouillent le novice au milieu de ces disputes, stériles dans bien des cas. A ce propos, on songe à l'Ecole américaine néo-classique (avec des économistes : Lucas, Sargent, Wallace, etc.) laquelle soutient le principe des anticipations rationnelles dont sont capables, ou devraient l'être, les agents. Présupposer que chaque consommateur, chaque investisseur réagit ou tend à réagir

rationnellement aux modifications de son environnement est des plus téméraires et ne paraît pas conforme au comportement effectif observable, lequel oscille dans les limites du raisonnable et de l'empirique. Même si à l'évidence toute théorie ne doit pas être condamnée d'avance parce qu'ayant un contenu inhabituel, il est cependant difficile de se défaire de l'impression d'une logique purement abstraite, sans contact avec le réel.

- ◆ Le vocable de concurrence s'entend comme étant la lutte sans merci que se livrent les entreprises en vue de se ravir la clientèle, un marché. A ce propos, les avantages de la libre concurrence sont expliqués dans tous les manuels. Toutefois, les vertus de ce type de marché ont été érigées en dogme<sup>1</sup>, au point qu'il est devenu impossible d'émettre des réserves à son sujet, sans être immédiatement affublé du terme de protectionniste. Il n'en demeure pas moins que les stratégies agressives et asymétriques pratiquées par certains pays ou sociétés nous incitent à quelques restrictions. Pour que ce régime fonctionne sans frottement, il faut que la réciprocité des règles relatives aux échanges soit assurée, et surtout que les facteurs de production : immobilisations, salariés, soient flexibles. Or, précisément, nos économies modernes se caractérisent par les nombreuses rigidités qui les affectent, freinant la rapidité des ajustements qui en l'occurrence devraient être quasi instantanés. On observe alors que le temps de l'impact de la concurrence sur les marchés ne correspond pas à celui nécessaire à l'adaptation de l'appareil de production, d'où des fermetures d'entreprises ou des restructurations de survie dont la main-d'œuvre subira les frais.
- ◆ La lutte contre l'inflation<sup>2</sup> constitue un des objectifs conjoncturels confiés à l'Etat. Toutefois, les moyens à disposition pour juguler la hausse des prix présentent un très large spectre impactant sans discernement la totalité de l'Economie, donc même les secteurs non concernés. En outre, le risque de provoquer une récession plus sévère que souhaité n'est pas anodin. Il n'est ainsi pas étonnant que la population s'interroge quant au caractère approximatif des mesures prises dans une cacophonie d'avis divergents.

Confronté à de telles situations aussi paradoxales que courantes, l'homme de la rue se voit en droit de manifester une certaine perplexité et de penser que la logique de l'Economie est en réalité, et dans une certaine mesure, manipulée, au profit de décideurs dont il ne fait pas partie. Bien que nous ne partagions pas cette croyance, il n'en reste pas moins que l'échantillon des incohérences dont il est fait état plus haut contribue à rendre crédibles et à favoriser la propagation de telles convictions.

L'expérience montre que le meilleur moyen de lutter contre les carences et les idées reçues passe par une plus grande compréhension des mécanismes économiques et des interdépendances qui lient étroitement les agents dans leur destinée finalement commune. Cette réalité incontournable doit être acceptée par tous les partenaires concernés.

### III. Structure de l'ouvrage

Les principales fonctions économiques font l'objet des six premiers chapitres, en privilégiant toujours l'aspect global de celles-ci. Une fois ces mécanismes connus, leur intégration commence par l'analyse des conditions d'équilibre de l'ensemble, mais au niveau des échanges seulement. Vient ensuite la prise en compte de la monnaie en tant que facteur permettant aux transactions commerciales et financières de s'exprimer dans l'espace et le temps. Dès lors, il est possible d'aborder l'équilibre total du système et de lui donner une image cohérente. Les deux parties sont semblablement structurées, avec pour la 2<sup>ème</sup>, l'ajout de l'Etat et de l'Extérieur, c'est-à-dire des importations et des exportations. Le parcours de ces deux étapes permet au lecteur d'entrer progressivement dans la complexité de l'Economie.

Celle-ci est, on l'a dit, constituée d'un ensemble de fonctions non pas indépendantes, mais au contraire étroitement liées, l'une agissant sur les autres et réciproquement, selon des relations de causes à effets circulaires. En l'occurrence, il est indispensable, lorsqu'on étudie le tout, de maintenir une vue globale sur la totalité des fonctions, sans craindre d'affronter la complexité des mécanismes en jeu. L'un des passages clés du livre se propose de sensibiliser le lecteur à cette notion de comprendre global après

avoir intégré les connaissances relatives aux composants du système. Or, contrairement à ce que l'on peut croire, le transfert (ou le saut) de l'unité au tout ne peut se faire sans précaution, au risque alors de tomber dans des raisonnements apparemment logiques. Quelques exemples feront mieux ressortir la différence entre ces deux approches.

- ◆ Ainsi, il est couramment admis qu'en période de chômage, diminuer le nombre d'heures de travail par collaborateur, ou même éliminer la main-d'œuvre étrangère est susceptible de rétablir le plein emploi. A première vue, cette réflexion paraît cohérente puisqu'il suffit de répartir un volume réduit d'heures ouvrées dans une journée. Cependant, ce raisonnement est praticable moyennant une flexibilité très élevée de la main-d'œuvre inutilisée face à des postes de travail à caractère pratiquement indifférenciés. Toutefois, la réalité s'avère bien différente dans le sens que les activités de production sont très spécialisées, exigeant des collaborateurs qualifiés dont le profil est très marqué. Par conséquent, l'ajustement de l'emploi n'est pas instantané, demandant du temps pendant lequel des poches de chômage résisteront voire grossiront encore.
- ◆ En outre, dans ce cas, il faut aussi distinguer les raisons du sous-emploi, lesquelles auront comme origine, soit un simple fléchissement de la demande, soit une cause à caractère structurel. On remarque donc que la solution à ce problème ne se réduit pas à un calcul élémentaire de répartition des heures de travail ; il est nécessaire de tenir compte simultanément de plusieurs facteurs, tels que : formation de la main-d'œuvre, sa durée, l'expérience requise, etc, sans oublier le salaire déterminé par le train de vie de l'intéressé et difficilement compressible. Cette somme de contraintes aussi bien du côté de l'employé que de l'employeur fait que le marché du travail, loin d'être flexible, évolue par ruptures successives au lieu de s'ajuster en douceur.
- ◆ Le deuxième exemple a trait à l'allègement des coûts. En effet, il est raisonnable qu'une entreprise cherche à réduire ses charges d'exploitation lorsqu'en butte à la concurrence, elle se voit obligée de diminuer ses prix pour maintenir ses ventes. Or, au niveau global, une telle attitude, pour peu qu'elle se répande, exercera un effet de contraction sur l'activité économique, aggravant le climat conjoncturel et renforçant la dynamique de la récession. Donc ce qui est bon pour l'unité de production ne l'est pas nécessairement en ce qui concerne le tout.
- ◆ Enfin, supposons l'abandon pur et simple des subsides de l'Etat protégeant un secteur donné, signifiant sa disparition. Du point de vue de l'efficacité, cette décision paraîtra judicieuse. Cependant, si ce critère est élargi à d'autres considérations, il est possible que les inconvénients dus à la perte de savoir, de l'expérience, de l'indépendance nationale, l'emportent finalement sur la référence d'ordre économique.

Ces quelques exemples ont été mentionnés pour illustrer l'importance du raisonnement global qui ne peut sommairement être transféré du degré micro au degré macroéconomique (erreur de composition). Cette précaution élémentaire n'est pas toujours observée, conduisant à des démonstrations, à défaut à de simples croyances, dont la logique est viciée par ce changement de niveau. A cet égard, l'Ecole classique a commis cette erreur en transposant notamment son modèle de la concurrence parfaite de l'entreprise à la totalité de celles-ci, sans tenir compte des interactions réciproques liant ces dernières, liaisons d'ailleurs contenues dans l'expression pourtant courante de tissu industriel.

#### **IV. Un modèle de l'Economie**

Le cycle de l'Economie a été représenté par un jeu de tableaux à double entrée (formant un noyau matriciel), de telle sorte que tous les mécanismes d'ajustement et d'équilibration des agrégats soient simulables et chiffrables. A partir de ce modèle, il a été possible d'introduire la notion d'organisation de l'Economie et des valeurs structurelles que ses variables doivent prendre, naturellement ou sous la contrainte, afin d'assurer un processus correct des opérations économiques. En outre, les articulations, les agencements et les interactions reliant les fonctions entre elles ont pu être mises en évidence de même que les interdépendances liant tous les agents de l'Economie.

L'intégration toujours délicate de la monnaie dans les circuits économiques est réalisée grâce au modèle en question. En effet, cet agrégat contribue à la fois aux échanges, à l'épargne, au financement des investissements, ainsi qu'aux mouvements de cash indispensables aux multiples transactions touchant les marchés des capitaux, le fonds de roulement des entreprises, des ménages, sans oublier toutes les opérations relatives à la redistribution de revenus en temps réel ou différé.

## V. Conclusion et remerciements

Les idées reçues mais fausses, le double langage, les sophismes, les dogmes sont issus de l'incompréhension des mécanismes économiques et de la nature de leur interdépendance. Si mon essai pouvait contribuer à lutter contre cette ignorance en permettant une meilleure connaissance de l'Economie, tout en lui assignant sa place dans notre société en tant qu'instrument au service de la population, j'estimerai alors avoir atteint mon but.

Avec un souvenir ému de Monsieur Raymond Barre, je réédite ce livre, sous la forme d'un essai, que j'ai pensé devoir remanier pour des raisons de formulations maladroitement et à cause de l'évolution des événements qui sont venus depuis impacter notre monde.

J F G

## *Notes*

---

<sup>1</sup> En fait, l'enseignement le plus couramment dispensé apprend aux étudiants que la fonction de production obéit à la loi des rendements décroissants, après avoir dépassé la phase des rendements croissants. Pourtant, tous ceux confrontés à la gestion d'une entreprise diront que ce postulat n'est pas visible dans les faits, les coûts marginaux n'étant pas facilement déterminés et ne permettant que rarement une approche suffisamment fine pour être utilisable. En outre, le facteur productivité intervient constamment, modifiant la fonction en question et ses caractéristiques.

De plus, les conditions d'un marché en concurrence parfaite, où les vendeurs sont assez nombreux pour n'avoir aucune influence sur le prix de vente, sont rarement réunies, si bien qu'il est plus fréquent d'observer les cas où c'est le producteur qui détermine ses prix. A ce propos, les fusions d'entreprises n'ont pas d'autres objectifs que la maîtrise du prix de vente et du coût des facteurs de production.

<sup>2</sup> L'instrument le plus couramment utilisé est celui de la politique monétaire. La théorie spécifie que le niveau des intérêts aura une influence sur les décisions d'investir des agents producteurs dans un sens positif ou négatif. En haussant le taux des intérêts (par des mécanismes qui seront vus plus loin), l'incitation à investir dans des outils de production sera atténuée, voire franchement annulée. Il s'agit en l'occurrence d'une thérapie à large spectre, dont les effets secondaires indésirables ne sont pas mesurables.

# Introduction

<i>Partie I</i>		<i>Partie II</i>	
Chapitre I.1	<b>La Valeur</b>	Chapitre II.1	<b>L'Etat</b>
Chapitre I.2	<b>Les Agents</b>	Chapitre II.2	<b>La production élargie</b>
Chapitre I.3	<b>La Production</b>	Chapitre II.3	<b>Les Revenus élargis</b>
Chapitre I.4	<b>Les Revenus</b>	Chapitre II.4	<b>L'Offre globale élargie</b>
Chapitre I.5	<b>L'Offre</b>	Chapitre II.5	<b>La Demande globale élargie</b>
Chapitre I.6	<b>La Demande</b>	Chapitre II.6	<b>L'équilibre des échanges</b>
Chapitre I.7		Chapitre II.7	<b>Les ajustements</b>
Chapitre I.8	<b>L'équilibre des échanges</b>	Chapitre II.8	
Chapitre I.9	<b>Les ajustements</b>	Chapitre II.9	
Chapitre I.10	<b>La monnaie</b>	Chapitre II.10	<b>Devise et change</b>
Chapitre I.11		Chapitre II.11	<b>L'équilibre global</b>
Chapitre I.12	<b>L'équilibre global</b>	Chapitre II.12	<b>La politique économique</b>
Chapitre I. 13	<b>Le concept de système</b>	Chapitre II.13	
		Chapitre II.14	
	Chapitre II.15	<b>Conclusion</b>	

## I. Plan de l'ouvrage

### I.1 La valeur ajoutée (chapitre I.1)

Le premier chapitre a pour ambition d'expliquer la notion de **valeur ajoutée**, notion qui mérite d'être connue au préalable avant d'aborder les autres sujets. En effet, ce concept, sous son aspect familier (voir la TVA), cache une réalité importante, soit celle de définir de manière précise la valeur objective de tout produit ou prestation fourni par un entrepreneur, valeur constituée, on le verra, de la somme des rémunérations acquises et distribués sous forme de salaires et de profits. Ces rétributions sont additives et transposables au niveau global exprimant alors le PIB par les revenus.

### I.2 Division en deux parties

Après ce premier chapitre, le lecteur entre de plain-pied dans le thème de l'ouvrage, lequel traite principalement de la macroéconomie. Deux grands axes vont conduire nos pas, l'un vers le cadre restreint d'une Economie fermée (donc sans échanges avec l'Extérieur) et sans l'Etat, l'autre communiquant avec le reste du monde avec, en plus, la présence des institutions publiques.

Cette approche a été dictée par le souci de présenter tout d'abord un dispositif simple, dont le nombre des variables est réduit. Après ce début nécessitant un premier effort d'intégration, il sera alors plus facile pour le lecteur de suivre la 2<sup>ème</sup> étape où le modèle est cette fois ouvert reflétant mieux, par son élargissement, la réalité de nos systèmes économiques.

### I.3 Choix du niveau analysé

L'aspect micro-économique, c'est-à-dire au niveau de l'entreprise, n'a pas été en l'occurrence analysé ; il a été simplement effleuré avec plus ou moins d'insistance suivant les circonstances. La mise de côté de ce sujet important repose sur deux considérations.

La première est fondée sur le fait qu'une littérature abondante existe à cet égard ; elle constitue une référence très complète à laquelle il nous semble superflu d'y ajouter une nouvelle contribution. La deuxième justification, plus déterminante, se déduit de l'objectif de ce livre, centré sur la partie macroéconomique. Le choix ainsi fait de concentrer plutôt le contenu de cet ouvrage sur le domaine des grandes fonctions économiques résulte de la conviction de l'auteur qu'un effort de vulgarisation reste à accomplir, surtout en ce qui concerne leur intégration en un ensemble cohérent, désigné sous le terme de **système**, concept qui fera l'objet d'un chapitre spécifique (chap. I.13).

### I.4 Définition et comportement des agents (chapitre 1.2, II.1)

Les acteurs, constitués de citoyens agissant seuls ou en groupe organisé<sup>1</sup> en vue d'accomplir un but précis, forment la plus petite unité indépendante qu'il soit possible d'observer dans une Economie. Le critère déterminant permettant d'isoler une telle entité est :

*Un individu ou un collectif de personnes ou une société (ou toute autre association) peut être reconnu en tant qu'agent, dès lors que son comportement est perçu sans équivoque comme émanant d'un seul centre de décision.*

Les termes *comportement* et *décision* que l'on vient d'utiliser à dessein conditionnent les actes de production, de consommation, d'épargne ou d'emprunt, assumés par chaque sujet. Ces décisions constituent le train des impulsions qui communique et entretient les flux des échanges, les mouvements financiers, et dynamise tout le système économique. Ce sont donc par les agissements des individus que s'expriment la conjoncture et ses fluctuations. Les chapitres I.2 et II.1 leur sont

consacrés, tout en restant volontairement dans le cadre d'une approche limitée à des points particuliers. Les agents sont aussi classifiables selon des catégories homogènes répondant à des caractéristiques spécifiques ; ils forment des ensembles englobant les salariés, ou les entrepreneurs, ou encore les épargnants, par exemple. A cet égard, on verra alors que leur comportement individuel sera susceptible d'exercer une pression sur le groupe, lequel, par rétroaction, influencera le sujet, par une relation de causes à effets circulaire. L'Etat sera pris en considération dans la deuxième partie, où sera rappelé son rôle d'agent, d'arbitre, et de régulateur du système économique.

### **I.5 La production (chapitre I.3 – chapitre II.2)**

L'acte qui précède la consommation d'un bien est en toute logique celui de sa production, apanage des entrepreneurs dont le rôle est de coordonner l'utilisation de diverses ressources *rare*s à leur disposition en vue de fabriquer, transformer un bien ou un service et de l'offrir (vendre) à leur clientèle. La production, pour être efficace, met en jeu deux instruments : le travail et les capitaux immobilisés tels que les machines, l'outillage, les véhicules, les immeubles, etc. Ces deux forces seront combinées de telle sorte que le résultat obtenu devienne le plus élevé possible, c'est-à-dire que la productivité atteinte soit maximale. Toutefois, et c'est nécessaire d'insister sur ce point, ces deux facteurs ne seraient d'aucune utilité sans leur **organisation** assurée par l'entrepreneur. A ce sujet, il existe une littérature abondante à la mesure de l'importance de cette fonction. La production se situe donc essentiellement dans l'ordre micro-économique, donc hors du cadre de l'ouvrage.

L'acte de confectionner un bien ou un service fait appel à des facteurs dont l'utilisation présente un coût. Ainsi, le travailleur, par exemple, est disposé à fournir des prestations, mais contre rémunération de ses efforts ; pour l'employeur, il s'agit d'une dépense et pour le salarié d'un revenu. La notion de prix des facteurs est très importante et s'intègre intimement à la fonction en question. En effet, la répartition des agents de production dans le processus de fabrication dépend non seulement de leur efficacité pure, mais aussi de leur coût d'utilisation respectif, de telle sorte que le maximum de productivité soit atteint avec le minimum de frais.

### **I.6 Le Revenu global (chapitre I.4 – chapitres II.3)**

La production déclenche donc le cycle économique qui se termine, après les échanges, par le retour en caisse de l'argent dépensé au départ par les entrepreneurs. A cet égard, cette fonction présente un double caractère, celui de fournir des produits ou services et simultanément des revenus distribués aux salariés et aux entreprises. Ainsi, la somme des revenus individuels forme le Revenu global, support de la demande globale.

En deuxième partie toujours, l'Etat sera intégré implicitement dans l'analyse en tant qu'agent générateur et aussi percepteur de revenus.

### **I.7 L'Offre globale (chapitre I.5 – chapitre II.4)**

La production achevée d'un bien a généré un flux de cash versé aux salariés et aux entreprises en amont, c'est-à-dire à tous ceux ayant participé par leurs prestations à l'élaboration du produit. La valeur de ce dernier est donc déjà, pour une grande part, fixée par les coûts engendrés et payés. Afin de récupérer les dépenses engagées par l'entrepreneur situé en fin du processus (soit jusqu'au niveau de l'offre), celui-ci cherchera à vendre ses extrants à un prix incluant tous ses frais, ainsi que sa part de revenus.

Aux chapitres I.5 et II.4, sera traitée l'offre au niveau global. Cette fonction est l'aboutissement de toute une série de décisions, dont la mise en œuvre d'un appareil complexe utilisant et rémunérant les facteurs de production. L'offre présente donc un double aspect de coûts et de revenus. Cette dualité

peut ainsi se traduire par un tableau à deux entrées, c'est-à-dire une matrice au sens mathématique du terme, nommée : **matrice P/R**.

### **I.8 La Demande (chapitres I.6,7 – chapitre II.5)**

Au préalable, il s'agit de relever que l'emploi ne fait pas l'objet d'une analyse, bien que son impact soit considérable sur notre vie quotidienne. Ce choix est cependant motivé par la position excentrée de ce thème par rapport aux mécanismes qui forment le noyau matriciel<sup>2</sup> dont il sera fait état plus loin.

Lorsque le chef d'entreprise décide la production d'un bien, il procède à des anticipations<sup>3</sup>, notamment au niveau du prix auquel il espère pouvoir vendre. Il suppose donc l'existence d'acheteurs désireux d'acquiescer son extrant au prix et à la quantité offerts ; en d'autres termes, il estime que sa clientèle exprimera une demande conforme à son offre.

La demande individuelle est entrevue sur le point précis de la propension à consommer manifestée par les ménages, de même que la propension à investir formulée par les entrepreneurs. Par contre, les aspects spécifiques des besoins et leur satisfaction, le problème des limites budgétaires ne sont pas abordés ici. La Demande globale en biens de consommation et en biens d'investissement sera élargie ensuite aux domaines de l'Etat et de l'extérieur.

### **I.9 L'équilibre des échanges (chapitre I.8 – chapitre II.6)**

La rencontre de l'offre et de la demande d'un produit ou service sur les marchés favorise la formation d'un prix pour une quantité donnée qui sera échangée contre le versement du montant fixé d'un commun accord. Dès lors que la transaction est effectuée, la valeur du produit échangé sera alors déterminée. L'équilibre *contraint* ou *naturel* découlant de ce processus sera analysé avec cependant un accent plus particulier en ce qui concerne les fonctions globales, dans le cadre d'un système fermé et ensuite ouvert en 2<sup>ème</sup> partie (chapitre II.6).

### **I.10 Le prix**

Le prix sanctionne les transactions du point de vue du volume et de la valeur et il arrête simultanément les revenus revenant aux entrepreneurs. Le prix résulte d'une convention entre acheteur et vendeur, exprimant l'échange d'une marchandise ou d'une prestation contre paiement d'un montant en monnaie. En plus de cette fonction, le prix constitue une variable d'ajustement participant à l'équilibration de l'Economie.

Par contre au plan global, l'agrégation des prix se traduit par le *niveau général des prix* correspondant à la moyenne pondérée de ces derniers. Cette notion est évidemment un concept flou mesurable, que par des relevés statistiques se référant à des paniers virtuels de consommation des ménages sensés s'approcher au plus près de la réalité.

L'inflation est la signature visible, au niveau macroscopique, de la hausse des prix, hausse résultant d'un déséquilibre entre les fonctions d'offre et de demande, son contraire étant désigné par la déflation.

### **I.11 Ajustements et équilibration (chapitre I.9 – chapitres II.7,8,9)**

La plupart du temps, l'équilibre naturel n'est pas atteint, eu égard à la diversité des produits, des marchés et des agents en cause, sans compter l'influence des anticipations faites par les acteurs de l'économie, lesquelles dictent les comportements des managers et des consommateurs. De plus, l'acte de production précède toujours celui de l'écoulement et de la vente, d'où un décalage temporel plus ou moins large du cycle : production => échange => paiement. Les caractéristiques précitées contribuent

ainsi à entretenir l'instabilité du système économique, d'où ses fluctuations de plus ou moins grande amplitude visibles par les statistiques. Par ailleurs, dans le cadre de ces courtes périodes, on observe généralement une tendance sous-jacente à plus long terme croissante ou décroissante. Les moments de haute ou basse conjoncture sont issus de ces mouvements, susceptibles de prendre des formes aiguës telles que la surchauffe ou la crise nécessitant une thérapie appropriée. Cette alternance suppose des retournements de conjoncture toujours délicats à maîtriser. L'étude des cycles en question n'a pas été abordée ici.

Il convenait donc de se limiter aux fluctuations des équilibres sous contrainte autour de l'équilibre naturel. L'équilibration du système a lieu grâce aux ajustements multiformes issus du public, ajustements décrits aux chapitres cités en titre. Ces corrections ne résultent pas d'automatismes, mais plutôt le résultat de décisions volontaires prises par les entrepreneurs et les consommateurs, lesquels réagissent dans leurs propres intérêts.

La compacité et le degré d'homogénéité de ces comportements ne seront pas sans effet au plan global à cause des interactions qui se propagent le long des réseaux que forment les agents entre eux. Il suffit donc que les agissements en question soient orientés en majorité dans le même sens pour qu'une réaction en chaîne se réalise et qu'un emballement se produise.

Une telle situation appellera alors des ajustements pris soit par les acteurs de l'Economie soit par l'Etat. Le succès des accommodements mis en œuvre dépendra bien sûr de leur adéquation par rapport aux causes à l'origine de la déstabilisation du système. Dans la plupart des cas et pour être efficaces, ces correctifs seront souvent contraignants raison pour laquelle les agents répugneront à les appliquer. Ce rôle ingrat est réservé à l'Etat, à cause de sa position d'arbitre légitime d'intérêts divergents.

## **I.12 Intégration de la monnaie (chapitre I.10,11 – chapitres II.10)**

Toujours présente explicitement, à défaut implicitement, la monnaie est intimement liée aux mécanismes des échanges. Indubitablement, l'erreur est de faire abstraction de cet élément en présentant des raisonnements se voulant hors de son cadre, c'est-à-dire dans celui d'une Economie démonétarisée. Des controverses théoriques agitent le monde des économistes, donnant lieu à des débats nourris, mais quelque peu éloignés de la réalité. La monnaie constitue donc une fonction omniprésente dans toutes les opérations générées par le système, en tant que dénominateur commun de toute l'activité économique et financière, et aussi relais temporel du cycle des échanges. On notera également les aspects multiples portés par la monnaie : espèces en *billets* (ou papier) et monnaie *abstraite*, cette dernière résultant d'un simple jeu d'écritures de comptes à compte, ou encore monnaie à caractère purement financier et monnaie de transactions<sup>4</sup>.

Pour un système ouvert sur l'Extérieur, il faut prendre en considération le change, lequel ne manque pas d'avoir une influence marquée sur les mécanismes économiques intérieurs.

## **I.13 L'Equilibre général (chapitre I.12 – chapitre II.11)**

L'équilibre entre l'offre et la demande monétaires est intimement lié à celui relatif aux échanges et réciproquement, raison pour laquelle l'équilibre général du système sera également évoqué dans le cadre des chapitres susnommés.

## **I.14 La politique économique (chapitres II.12, 13,14)**

La politique économique est assumée essentiellement par l'Etat et la Banque centrale, en tant qu'arbitres des intérêts souvent divergents du public. A cet effet, l'Etat (dans lequel est incluse la BC) met en œuvre diverses techniques d'intervention adaptées aux besoins et aux circonstances du

moment, de manière à ramener, dans la mesure du possible, les agrégats sur le chemin de la croissance équilibrée.

### **I.15 La théorie des systèmes (chapitre I.13)**

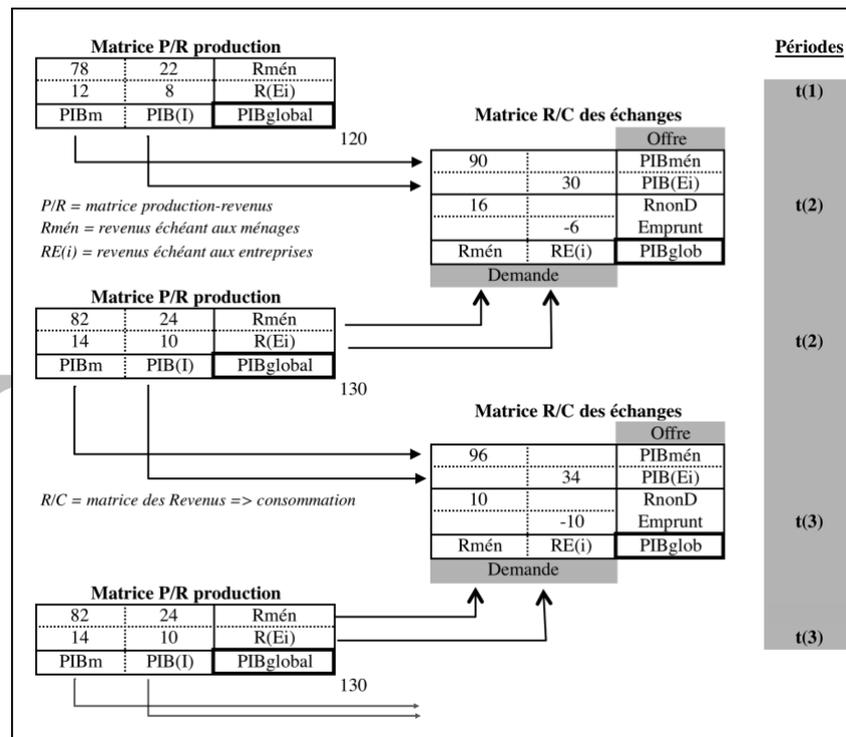
A plusieurs reprises, le terme de *système* a été utilisé pour désigner la totalité des agrégats qui constituent l'Economie. L'importance de l'approche systémique<sup>5</sup>, ou en d'autre terme globale est incontestable dès lors que l'on s'attache à l'étude de la macroéconomie. Le chapitre en question est donc consacré à ce sujet qui mérite une attention particulière. Indiscutablement, la théorie des systèmes constitue un instrument logique puissant permettant d'appréhender la manière dont les éléments d'un ensemble s'articulent entre eux et interagissent selon des relations de causes à effets circulaires.

J F G

# Notes

<sup>1</sup> Les salariés, les professions libérales, les agriculteurs, etc. Sous le terme « groupe de personnes organisées » on entend des sociétés, des institutions publiques ou semi-publiques, organisées en vue d'accomplir un but commun de production, de vente, ou de caractère financier.

<sup>2</sup> On entend par « noyau matriciel » l'articulation des matrices P/R et R/C dont le modèle est présenté plus bas.



Le noyau du système est formé de la fonction de production (matrice P/R) et de la fonction des échanges (matrice R/C). Ces deux fonctions forment le cœur du système Economie. On observe le déroulement d'un cycle où la production réalisée au temps écoulé est échangée au temps présent, grâce aux revenus acquis à ce même moment, issus de la production en cours et ainsi de suite.

<sup>3</sup> Keynes notamment a explicitement pressenti le rôle important des anticipations dans les prises de décisions faites par les agents, aussi bien au niveau de l'économie réelle que de l'économie monétaire. L'Ecole américaine avec entre autres M. Lucas, s'est attachée à formaliser le concept des *anticipations rationnelles* en utilisant un appareil mathématique sophistiqué, dont le postulat de base est le suivant :

*Les entités ménages et entreprises font usage des informations dont elles disposent de manière efficace en les intégrant au prix et aux autres variables du marché concerné. Il est donc implicitement supposé que le raisonnement moyen des agents est économiquement correct, donc efficace. Cet agissement rationnel permet des ajustements instantanés de l'appareil économique, rendant toute politique conjoncturelle inopportune.*

S'il est exact que les sujets économiques prennent en considération le futur dans leur raisonnement, en supputant des modifications de valeur de certaines variables clés, ou de comportement d'autres acteurs, il n'en demeure pas moins que la prétendue rationalité dont feraient preuve les agents reste du domaine de la pure abstraction.

---

Au lieu de retenir une rationalité des choix plus qu'improbables, des recherches sont poussées actuellement dans le domaine des phénomènes dont le déroulement est chaotique et, à cet égard, certains aspects de l'Economie peuvent être inclus dans ce domaine singulier.

<sup>4</sup> Monnaie utilisée aux achats directs de biens et services ou à l'extinction de créances découlant d'achats antérieurs. L'aspect purement financier de la monnaie est visible lors d'opérations boursières, de change, d'épargne ou d'emprunt, entre autres.

<sup>5</sup> La difficulté de maîtriser l'étude de l'Economie est due au grand nombre de variables qui interagissent entre elles, variables subordonnées à des comportements aussi bien rationnels qu'émotionnels, à des anticipations raisonnées ou spontanées. Ces interactions de l'ordre micro-économique se produisent avec des effets sur le contexte global et réciproquement, effets susceptibles de s'auto-entretenir en un cercle vicieux.

J F G

## ***I.1 La Valeur***

### **I. Définition de l'Economie**

L'Economie, dans le sens le plus large, englobe les activités humaines ayant trait à la fabrication de biens, de services ainsi qu'aux échanges, selon la finalité qu'elle s'est donnée ou qui lui a été imposée par un ordre supérieur. Chaque personne est, dans sa vie quotidienne, saisie par des préoccupations à caractère économique auxquelles il lui est difficile pour ne pas dire impossible d'échapper. A cause de cet état de dépendance, les problèmes de cette catégorie ont une profonde résonance auprès du public, d'où leurs incidences directes au niveau politique et social.

Réciproquement, il s'agit de souligner le fait que sans le tissu social qui lie les individus entre eux, il n'y a pas d'échange envisageable, donc pas de production. Ainsi, sans société constituée et quel que soit son type, il n'y a pas d'économie de même qu'une collectivité ne peut exister sans elle. On constate une étroite interdépendance des termes en question qui rend caduques les analyses recherchant à définir l'évolution des populations uniquement en fonction de rapports économiques.

Dans nos Economies avancées, la Production globale est matérialisée par une très large variété de biens et services offerts, dont la possession et l'utilisation tendent à procurer la satisfaction d'un besoin ressenti par l'acheteur. Cet agrégat est bien sûr structuré ; sommairement on distingue trois grandes catégories, lesquelles sont constituées des :

- biens de consommation, comme les produits alimentaires, les habits, les voyages, etc. Ces biens sont détruits ou mis au rebut par leur usage, leur durée de vie est donc brève ;
- objets durables, à l'intention des ménages, tels que : appareils domestiques, voitures, etc. ;
- biens d'investissement, tels que maisons, machines, outillage. Ce patrimoine est détérioré par son utilisation avec une période de vie qui s'étend sur un laps de temps dépassant le cycle économique ;
- équipements et services d'infrastructure, par exemple les routes, les bâtiments publics, l'enseignement, etc., tous nécessaires à la cohésion d'un Etat.

L'Economie englobe une diversité d'activités extrêmement denses et met en jeu un grand nombre d'acteurs tantôt aux intérêts divergents, tantôt unis en de communes exigences. Il est difficile en l'occurrence de livrer une définition exhaustive et simple de cette discipline. Pour ce faire, puisons aux sources des Anciens :

*La science économique est à considérer comme la science de la formation, de la distribution et de la consommation des richesses (J.-B. Say).*

Dans le *Dictionnaire du Commerce de l'Industrie et de la Banque* (Y. Guyot et A. Raffalovich), l'Economie est définie comme suit :

*La science économique a pour objet de déterminer les lois **générales** et **immuables**, conformément auxquelles s'effectuent les échanges et s'établissent les **valeurs**.*

### **I.1 La microéconomie**

La définition ci-dessus parle de *lois générales* dans l'intention de se démarquer des cas particuliers. Une différence est ainsi faite, de manière implicite, entre la micro et la macroéconomie. La microéconomie a pour objet l'étude de la gestion de l'entreprise, de l'unité de production, et des logiques de fonctionnement propres à cette dernière. L'accent est donc mis sur les relations existant notamment au niveau :

- de l'utilisation combinée des facteurs de production tels que la main-d'œuvre ou le capital<sup>1</sup>, de manière à en retirer une efficacité maximale ;
- de la production et de ses coûts ;
- de la vente et des profits en découlant, grâce à l'organisation et à la gestion de tous les services en commun en vue d'obtenir un rendement satisfaisant des capitaux investis.

L'objectif de l'entrepreneur sera d'augmenter, voire de maintenir la part de bénéfice de sa société, en :

- réduisant, dans la mesure du possible, ses coûts, en utilisant au mieux les facteurs de production et leur logistique ;
- vendant son extrant au plus haut prix accepté par ses clients, par une démarche marketing appropriée et dirigée vers le consommateur.

Sont pris en compte les divers types de marchés sur lesquels l'offre de chaque entreprise s'exprimera, selon une stratégie de vente spécifique, adaptée aux caractéristiques propres à ces derniers. L'art de la gestion consiste alors à doser subtilement tous ces éléments pour tirer le meilleur parti de l'activité commerciale, industrielle assumée par l'entrepreneur.

De plus, le manager s'intéresse également au comportement des acheteurs par l'étude de leurs réactions face à leurs besoins et aux coûts que représente la satisfaction de ceux-ci. Chaque agent prend donc quotidiennement de multiples décisions, telles que dépenser, produire, épargner, etc., qui s'additionnent entre elles pour former des flux relativement compacts. Ainsi, considéré isolément, le producteur ou le consommateur agit sans s'inquiéter des conséquences de sa conduite au niveau global, n'étant pas parfaitement conscient de son appartenance à l'ensemble dans lequel il est inclus.

## I.2 La macroéconomie

A la macroéconomie revient l'étude des faits considérés cette fois sur un plan dépassant le cadre de l'unité pour ne saisir que la totalité des entreprises ou des autres agents. Une telle approche n'est pas inutile bien entendu puisqu'elle aura permis de dégager des lois, respectivement des contraintes, dissociées de celles régissant l'atelier de production. Par conséquent, le passage du particulier à son **ensemble** ne peut se faire qu'avec précaution de manière à éluder le piège des analyses fautives à cause de *l'erreur de composition* fréquemment commise. L'explication de cet effet de synergie réside dans l'interdépendance inévitable des agents entre eux, d'autant plus dense que les échanges sont développés ; à cela vient s'ajouter la notion d'environnement, dans lequel est immergée toute l'activité économique.

Cette notion de contexte est importante puisqu'elle exerce une nette influence sur l'attitude des agents. Ainsi, une ambiance de haute conjoncture liée à une expansion sera favorable non seulement au niveau des dépenses des ménages, mais aussi des investissements réalisés par les firmes, simplement parce que le climat est à l'optimisme engendrant une confiance soutenue en l'avenir. A l'inverse, une conjoncture faite de pessimisme n'est pas propice aux échanges qui marquent alors une tendance à la régression.

Au niveau de l'entreprise, la valeur de son offre est déterminée par le prix de vente auquel il est possible de l'écouler. Ce prix inclut en principe tous les coûts d'exploitation ainsi qu'une marge de bénéfice. Si l'on porte un regard sur l'ensemble, la somme des valeurs des produits offerts revêt par conséquent un caractère différent, dans le sens que la Production globale contient la totalité des revenus distribués aux salariés et aux entrepreneurs.

## II. La Valeur ajoutée

Les Classiques définissaient une valeur objective (dite naturelle) à tout objet manufacturé, valeur proportionnelle à la somme de travail nécessaire à sa fabrication. Ce concept a d'ailleurs été retenu par Marx dans son *Capital*, sous le terme de valeur sociale. L'Ecole marginaliste de Vienne fait appel à la

notion de valeur subjective, parce que déterminée par le degré d'utilité du produit pour le consommateur. En fait, ces deux concepts sont complémentaires, lesquels se confondent dans celle de la **valeur ajoutée**.

## II.1 La valeur ajoutée dans l'entreprise

Pour faciliter la compréhension de cette valeur, prenons en référence un exemple concret en présentant le compte d'exploitation d'une société du secteur alimentaire :

*Fig. No 1 – Compte d'exploitation*

(en kilo francs)				L'entrepreneur utilise deux facteurs de production :	
Chiffre d'affaires réalisé	1'806			1/ la main d'œuvre	
Prix d'achat des marchandises	1'449	(a)		2/ les actifs de l'entreprise	
<b>Marge brute</b>	<b>357</b>			2.1/ les capitaux empruntés pour financer en partie 2.	
Salaires et charges sociales	251	(b)	revenus salariés	En se référant à la définition de la valeur ajoutée, on peut donc distinguer deux types de valeurs :	
Frais généraux	28	(a)		Valeur des coûts intermédiaires (=VI)	1'509
Loyer	10	(a)		<b>Valeur des revenus payés et reçus (=VA)</b>	<b>297</b>
Energie	22	(a)		Valeur VI + VA	<b>1'806</b>
<b>EBIT</b>	<b>46</b>				
Intérêts	11	(b)	Σ(a)		
Impôts	8	(b)	Σ(b)		
<b>Cash flow</b>	<b>27</b>	(b)			

La VI est constituée de la somme des dépenses effectuées pour l'acquisition de biens et services fournis par des tiers (Fr 1'509).

La VA est composée de la totalité des paiements faits pour l'achat des facteurs de production qui contribuent directement à la formation de la VA dans l'entreprise (Fr. 297).

On observe que la consommation intermédiaire<sup>2</sup> est issue d'un transfert de production provenant d'autres fournisseurs de prestations. Cette consommation s'appuie sur les revenus distribués aux stades précédents. Autrement dit, dans cette valeur est déjà incorporée une somme de revenus. A ce chiffre vient alors s'additionner la valeur ajoutée par le dernier chaînon ; la totalité de ces deux flux donne la valeur de cette production à son stade final. Découlant de ce qui précède, on peut montrer que le montant définitif d'une production est constitué de l'entier des valeurs ajoutées de toutes les firmes. Par extension, la production nationale se traduit aussi par une somme de revenus, d'où l'expression dans une Economie fermée :

$$\text{PIB} = \mathbf{R}_{\text{salariés}} + \mathbf{EAT} + \mathbf{Amort.} + \mathbf{TVA}$$

(PIB par les revenus)

Précisons encore que :

- Lorsque la production au stade final est achevée et prête à la vente, tous les revenus en amont ont été préalablement payés à l'exception du profit de la dernière entreprise, profit réalisé lors de ses ventes aux acheteurs ;
- Ces revenus ont déjà été en partie utilisés pour la consommation courante, le reste étant mis en attente de dépense ou d'épargne.

Il en résulte un décalage temporel dont il sera tenu compte plus loin lors de la représentation d'un cycle économique complet.

## II.2 Approche mathématique de la valeur ajoutée

Conjointement à l'analyse qui précède, on présentera ci-après le développement mathématique de la valeur ajoutée en système fermé.

Formulation mathématique de la valeur ajoutée :

$$\begin{aligned}
 PV_1 &= VA_1 &= & VI_1 \\
 PV_2 &= VI_1 + VA_2 &= & VI_2 = VA_1 + VA_2 \\
 PV_3 &= VI_2 + VA_3 &= & VI_3 = VA_1 + VA_2 + VA_3 \\
 &\dots && \dots \\
 &&& \dots && \dots \\
 PV_n &= VI_{(n-1)} + VA_n &= & \sum_{i=1}^{n-1} VA_i + VA_n = \sum_{i=1}^n VA_i
 \end{aligned}$$

avec :  $VI$  = valeur intermédiaire de la production au stade  $i$  ;  
 $VA$  = valeur ajoutée, par le dernier  $E_i$  lors de la phase  $i$  de fabrication  
 $PV_n$  = Valeur finale de  $n$

En généralisant l'expression ci-dessus, on obtient :

$$\text{PIB}_{\text{global}} = \sum_{i=1}^n VA_i = \sum_{i=1}^n Rm_{én_i} + \sum_{i=1}^n RE_i$$

L'expression  $PV_n$  signifie que le prix de vente de la production à son stade  $n$  (c'est-à-dire final) correspond à la somme des  $n$  valeurs ajoutées par les entreprises.

### II.3 Revenus distribués et coûts de production

Le prix d'un bien ou d'un service repose donc sur une notion concrète et objective à savoir la quantité de rémunérations distribuées, dans la phase de fabrication, aux facteurs de production, soit les salariés pour le facteur *travail*, et les entrepreneurs pour les facteurs  $\{travail + capital + organisation\}$ . Relevons ce double aspect de la valeur, à la fois somme des rétributions et somme des coûts<sup>3</sup>, impliquant, par exemple, qu'une compression des frais d'exploitation entraîne automatiquement une réduction des salaires et bénéfices réalisés, aux dépens des salariés et/ou des chefs d'entreprises intermédiaires.

Le prix de vente est déterminé sur les divers marchés. Dès le moment où il est accepté et payé, le profit de l' $E_i$  se concrétise de manière définitive à l'instant de l'échange. Dès lors, le prix en question insère en lui les flux de la totalité des revenus incorporés dans le produit vendu. Le prix subjectif du marché devient par suite objectif dès lors que la vente est conclue. Ce qui précède sera vérifié par notre approche matricielle qui confirmera cette démonstration.

### III. Les agrégats économiques

L'Economie observée au plan global est le reflet simultané de l'activité de ses multiples agents, ceux-ci constituant le tissu économique de la nation. Procéder à l'analyse de l'Economie à ce niveau (macroéconomique) rend nécessaire de prendre en considération les opérations de production et d'échange dans sa totalité. Ainsi, les offres individuelles forment la fonction *d'Offre globale*. Il en est de même en ce qui concerne la demande de consommation des particuliers qui devient alors la *Demande globale* soit des ménages soit des entreprises. A cet égard, on verra plus loin que de telles fonctions sont susceptibles de s'approprier des caractéristiques propres (voir le chapitre I.13) que les unités ne possèdent pas.

Cette sommation des données individuelles constitue une agrégation<sup>4</sup> de ces dernières. L'offre et la demande globales, entre autres, sont donc des agrégats économiques.

## Notes

---

<sup>1</sup> Ménages : l'ensemble des agents économiques qui consomment la production offerte, cela non pas dans le but de produire, mais de l'utiliser pour satisfaire des besoins courants. Par exemple : un célibataire, un couple marié avec ou sans enfants, sont considérés comme étant chacun un ménage. Par contre, les particuliers qui achètent un immeuble peuvent être considérés comme étant des investisseurs.

Entrepreneur (Ei) : signifie l'ensemble des agents économiques qui achètent la production d'autres agents, ou procèdent à l'achat d'investissements, dans le but de produire un autre bien ou un autre service.

<sup>2</sup> La sommation des éléments (a) n'appelle pas de commentaire particulier. Par contre l'addition des éléments (b) fait l'objet des remarques suivantes :

- L'AVS, et les impôts sont en fait des transferts de revenus auprès d'institutions publiques qui les redistribuent directement auprès des particuliers (AVS) ou par des dépenses publiques. C'est pourquoi il est légitime de les considérer comme complément à la rémunération des facteurs ;
- Les frais financiers représentent le coût du capital emprunté pour assurer partiellement le financement de l'actif de la société, soit son outil de production.

<sup>3</sup> Relevons que la valeur connue du PIB, donnée par les statistiques officielles, est souvent en deçà de la réalité, pour les raisons suivantes :

- Les flux positifs comme les prestations gratuites ou les flux négatifs, tels que les nuisances liées à l'activité industrielle, ne sont pas pris en compte ;
- Le travail au noir (économie souterraine) n'entre bien sûr pas dans les circuits officiels et par conséquent n'est pas évaluable. Des tentatives dans ce sens ont été faites, concluant dans la plupart des cas à une estimation des activités non déclarées pouvant atteindre 5 à 10% du PIB, voire plus dans certains pays.

<sup>4</sup> L'agrégation est l'assemblage de parties homogènes pour former un tout. L'agrégat est le résultat de cette opération.